

Sommaire

-Edito	p.1
-Portrait d'avocat	p.2
-Nos interventions	p.3
-Revue de doctrine, articles	p.4
-Textes importants	p.5

Crédit photo : Yannick Monget

Edito :

Eoliennes : une pluie de textes...

Installations classées, énergies renouvelables, substances chimiques...c'est aussi une pluie de textes qui aura caractérisé la période estivale qui s'achève.

Verre à moitié plein : il convient de se réjouir de ce que les décrets d'application des lois Grenelle 1 et 2 soient progressivement publiés.

Verre à moitié vide : ces textes, parfois mal écrits, concourent trop souvent à la complexité et à l'instabilité permanente du droit. Or, nos clients le savent : le développement économique pérenne d'une activité suppose que la règle de droit ne change pas incessamment.

En ce sens, il serait utile que soit mieux respecté un « droit au droit », c'est-à-dire un droit de qualité, comme ne cesse de le réclamer le Conseil d'Etat.

A ce titre, les textes qui sont venus ces derniers jours organiser le nouveau droit éolien représentent ici un exemple parfait d'un droit difficile d'accès. Ainsi, à peine soumises aux règles de la police des ICPE, les éoliennes ont d'ores et déjà fait l'objet, au sein de cette police, d'un régime dérogatoire. Il convient ici de s'interroger quant à l'utilité de soumettre une activité à un nouveau droit pour immédiatement y déroger.

C'est ainsi que les éoliennes ne seront pas soumises aux mêmes règles que les autres ICPE en matière de procédure de remise en état ou de responsabilité des sociétés mères, sans oublier la création avant autorisation d'une nouvelle procédure d'« accord écrit » en matière de radars. Une nouvelle procédure au demeurant bien confuse car les textes ne donnent aucune précision sur ses modalités : forme de la décision, délais, recours possibles... D'autres textes viendront donc préciser ce que les premiers auront omis et à cette inflation réglementaire succèdera sans doute une inflation du contentieux.

Last but not least, alors que le secteur éolien est confronté à un droit radicalement nouveau, seule une circulaire vient organiser - en partie - les règles de transition entre l'ancien et le nouveau cadre juridique. L'incertitude juridique demeure. Et de nouveaux textes sont attendus. C'est ainsi que les professionnels attendent que les projets de décrets relatifs à la réforme de l'étude d'impact et de l'enquête publique soient publiés.

Dans un tel contexte, il serait utile de reconnaître enfin ce « droit au droit » dont le premier bénéficiaire serait sans aucun doute notre environnement.





Portrait : Maître Hervé CASSARA

Avocat au Barreau de Paris depuis fin 2003 au sein du Cabinet Huglo Lepage et Associés Conseil, Hervé Cassara exerce cette profession naturellement dans le but premier de satisfaire les clients, mais également dans l'objectif de les accompagner dans une démarche environnementale :

« Ma sensibilité naturelle aux problématiques écologiques a été déterminante dans mes choix disciplinaires. Aujourd'hui, les clients bénéficient de mon expertise en droit de l'environnement, mais également de mon implication personnelle pour cette matière. A mon échelle, je cherche à faire avancer la cause environnementale, que ce soit via le conseil aux entreprises et collectivités ou à travers des dossiers contentieux », assure-t-il.

Il faut dire qu'Hervé Cassara bénéficie d'une solide formation universitaire. Après avoir débuté ses études de droit au Mans, ville dont il est originaire, il a poursuivi sa formation à Paris II Panthéon-Assas. Il a ensuite été diplômé de deux Master II de renom : « Contentieux de droit public » et « Droit de l'environnement », à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne. Il a d'ailleurs effectué ce second troisième cycle en même temps que sa formation à l'Ecole de formation du Barreau de Paris, ce qui lui a permis d'être diplômé avocat à 23 ans.

Son goût pour le droit public, et plus particulièrement pour le droit de l'urbanisme et de l'environnement, n'a fait que se confirmer au sein du Cabinet Huglo Lepage.

Son stage au Conseil d'Etat, qui est pour lui l'un des temps forts, si ce n'est le plus important, de sa formation, a également confirmé son attrait pour le contentieux administratif.

Il considère d'ailleurs qu'« être un bon avocat suppose de connaître sur le bout des doigts la procédure contentieuse, ainsi que la procédure non contentieuse qui tend à se développer, comme en témoigne le dernier Rapport public du Conseil d'Etat ».

Pour lui, il est ainsi « essentiel d'anticiper l'appréhension du dossier par les magistrats ». « C'est pour cette raison qu'il est indispensable de connaître parfaitement le fonctionnement des juridictions, et de se mettre à la place des magistrats dans le traitement du dossier. Il n'y a que de cette manière que l'avocat conseille le mieux ses clients, et qu'il met en place la meilleure stratégie pour le dossier », poursuit-il.

Pour autant, il ne délaisse pas le fond des matières. D'après lui, « le droit de l'urbanisme et de l'environnement, qui tendent de plus en plus à quitter la traditionnelle sphère de la police administrative spéciale pour envisager plus globalement les problématiques du développement durable, sont en perpétuelle mutation. Il est dès lors impératif de se tenir à jour de l'ensemble des évolutions législatives, réglementaires, mais également jurisprudentielles. »

Ses solides connaissances tant des règles procédurales que du fond lui permettent de remporter fréquemment des succès devant les juridictions administratives : « Nous avons récemment obtenu d'importants succès en matière d'éoliennes, en faisant annuler des refus de permis de construire, ce qui est loin d'être évident ».

C'est également ce qui a conduit Corinne Lepage et Christian Huglo, avec lesquels il travaille directement depuis le début de sa collaboration, à lui confier d'importants dossiers du Cabinet, souvent relativement complexes sur le plan juridique et parfois médiatiques.

Parmi ces dossiers, l'affaire du Bois des Loges, qui a conduit à un arrêt remarqué du Conseil d'Etat sur le principe du respect de la dignité de la personne humaine, mais également le dossier relatif aux retardataires des épreuves de l'agrégation, l'affaire des algues vertes et du cavalier sur une plage des Côtes d'Armor, plusieurs affaires relatives à des grands projets d'infrastructures routières et ferroviaires ou à d'importants projets de centres de traitement de déchets, et plus récemment, le dossier relatif à la tempête Xynthia.

Ce dernier dossier l'a conduit à aller dès le départ à la rencontre des clients : « Je me suis rendu le 10 avril 2010 à La Faute-sur-Mer où 500 personnes étaient présentes lors d'une réunion publique très médiatisée. Je garderai toute ma vie ce moment en mémoire, tant le désarroi des sinistrés, dont beaucoup venaient de perdre des proches dans d'effroyables conditions, m'a marqué. A cela s'ajoutaient les annonces de l'Etat sur les fameuses « zones noires » qui n'ont fait que renforcer l'imbroglio juridique. J'ai donc écouté les clients, répondu aux nombreuses questions qu'ils se posaient, et les ai informés sur leurs droits et les actions juridiques qui pouvaient être entreprises ».

Un souci de pédagogie qui se retrouve dans ses activités d'enseignement, d'abord en tant que chargé de travaux dirigés en droit constitutionnel à l'Université Paris X-Nanterre sous la direction du Professeur Guy Carcassonne, puis à l'Université Paris XI Jean Monnet. Il enseigne désormais le droit de l'environnement à l'ICH (CNAM), où il a pris, avec l'un de ses confrères, la suite de Christian Huglo. Il écrit également régulièrement dans la presse spécialisée, et participe au Code de justice administrative et au Code de l'environnement avec les autres membres du Cabinet.



Nos interventions:

- **6 et 7 septembre 2011 : IFORE/Ministère de l'écologie:** Formation des inspecteurs des ICPE en droit des déchets. **MP. MAITRE**
- **13 septembre 2011 : CNPP : REACH. M.MAITRE**
- **15 et 16 septembre 2011 : EFE : Santé et sécurité au travail. MP MAITRE/ E.MERLANT**
- **20 et 21 septembre 2011 : CFPA Ministère de l'écologie, Droit de l'environnement. MP. MAITRE/ G.PAUL**
- **21 septembre 2011 : ELEGIA : Sols pollués. MP. MAITRE**
- **22 septembre 2011 : LEXISNEXIS : Bâtiments et environnement.. C.HUGLO/ M.MAITRE**
- **29 septembre 2011 : SEQUOVIA/ AKTEOS/ HUGLO LEPAGE,** colloque au Sénat: La loi Grenelle II : une obligation d'information environnementale renforcée : où en est-on un an après? **C.HUGLO/ MP.MAITRE**
- **29 et 30 septembre 2011 : EFE : Mettre en place une veille juridique environnementale. MP.MAITRE/ B.BERGER**
- **4 et 5 octobre 2011 : CNPP : les dernières évolutions de la réglementation environnementale. MP MAITRE/ E.MERLANT**
- **5 octobre 2011 : ICH : Séance introductive cours droit de l'environnement immobilier. C.HUGLO/ H.CASSARA/ A.FOURMON**
- **5 octobre 2011 : ENVIRORISK Aix en Provence :** Séance plénière d'ouverture : accompagner l'émergence d'une culture du risque : le risque entre partage et responsabilité. **MP MAITRE/ C.HUGLO.**
- **5 octobre 2011 : ENVIRORISK :** le nouveau régime d'enregistrement ICPE. **MP MAITRE.**
- **5 octobre 2011 :Salon Creativ'Pack :** Innovations du packaging, le point sur la réglementation. **A.FOURMON**
- **6 octobre 2011 : ENVIRORISK :** Atelier comprendre les modalités d'élaboration des PPRT.
Atelier Grenelle : quelles obligations pour les entreprises? **MP.MAITRE.**
- **11 et 12 octobre 2011 : Colloque Club Biogaz ATEE :** Installations biogaz- responsabilité, assurances et garanties. **A.FOURMON**
- **11 et 12 octobre 2011 : IFORE/Ministère de l'écologie :** Formation des inspecteurs des ICPE en droit des déchets. **MP MAITRE.**
- **13 octobre 2011 : EFE Matinée de formation :** Eoliennes : le nouveau cadre juridique. **A.GOSSEMENT**
- **13 octobre 2011 : DII : PPRT. MP.MAITRE**
- **14 octobre 2011 : EFJE :** Repérer et gérer le risque environnemental dans les principaux actes juridiques de l'entreprise. **C.HUGLO**
- **18 octobre 2011 : LEXISNEXIS :** Energies renouvelables : photovoltaïques, éoliennes et nucléaires. **A.FOURMON**
- **18 octobre 2011 : colloque national SER-FEE à Dijon :** Eolien : les raisons d'un engagement. **A.GOSSEMENT**
- **21 octobre 2011 : LEXISNEXIS (Lyon) :** Installations photovoltaïques. **A.FOURMON**
- **26 et 27 octobre 2011 : 8^{ème} assises nationales de l'assainissement non collectif :** assermentation des agents SPANC. **F.BRAUD**
- **27 octobre 2011 : ASLOG :** La réglementation sur les entrepôts. **MP.MAITRE**

Chroniques BFM, émission Green Business

- **27 août 2011 : le classement ICPE des éoliennes. A. Gossement.**
- **3 septembre 2011 : le nouveau financement de projets éoliens.A.Gossement**





Crédit photo : Yannick Monget

Revue de la doctrine et ouvrages généraux sur le droit de l'environnement et de la sécurité

📖 **A.Gossement**, le droit français des déchets se renforce. www.Journal de l'environnement.net. 13 Juillet 2011.

📖 **A.Moustardier, A.Fourmon**, Dans le cadre d'un partenariat avec la société de projets éoliens Innovent, le constructeur d'éoliennes finlandais Win-WinD a pris une participation dans deux champs éoliens du nord de la France. LJA 18 juillet 2011.

📖 **MP.Maître**, Les réglementations émergentes auront des impacts sur les entreprises. www.novethic.fr 26 juillet 2011.

📖 **A.Gossement**, Energies nouvelles, filière sans boussole. La Lettre A 29 juillet 2011.

📖 **A.Gossement**, Photovoltaïque : la fin d'un marché juteux. Ladepeche.fr 11 août 2011.

📖 **A.Moustardier**, avocats et notaires conseils des entreprises : en progrès. Droit et Patrimoine Juillet/août 2011.

📖 **MP Maître, E.Merlant**, la notion d'article dans REACH : divergence d'interprétations entre la France et l'ECHA. Environnement & Technique Juillet/ août 2011.

📖 **A.Gossement**, schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie : frein ou accélérateur? Le Journal des énergies renouvelables. Juillet/ août 2011.

📖 **A.Gossement**, délai de traitement des demandes de raccordement photovoltaïques, www.actu-environnement.com 24 août 2011.

📖 **A.Gossement**, le nouveau régime juridique des éoliennes, Journal de l'environnement, 25 août 2011.

📖 **A.Gossement, S.Nataf**, éoliennes, un nouveau droit. www.actu-environnement.com 25 août 2011.

📖 **A.Gossement**, Régime d'enregistrement des ICPE : deux questions prioritaires de constitutionnalité. www.actu-environnement.com 26 août 2011.

📖 **A.Gossement**, éoliennes, trois nouveaux arrêtés précisent la cadre juridique. www.actu-environnement.com 29 août 2011.

📖 **A.Gossement**, éolien : le nouveau cadre juridique précisé par arrêtés. Localtis.info, 30 août 2011.

📖 **A.Gossement**, Fiscalité, les niches vertes concernées en cas de « coup de rabot général » AFP 30 août 2011.

📖 **A.Gossement**, trop de contraintes pour l'éolien terrestre? Novethic 31 août 2011.



Crédit photo : Yannick Monget

Textes importants

Installations classées

Inscription des éoliennes terrestres au régime des installations classées pour la protection de l'environnement

Décret n°2011-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées

Arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à déclaration au titre de la rubrique 2980 de la législation des ICPE

Arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des ICPE

Définition des garanties financières nécessaires à la mise en service d'une installation d'éoliennes et des modalités de remise en état d'un site après exploitation

Décret n°2011-985 du 23 août 2011 pris pour l'application de l'article L. 553-3 du Code de l'environnement

Arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent

Mise à jour de la réglementation relative à la prévention des risques accidentels dans les ICPE soumises à autorisation

Arrêté du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage relevant du régime de la déclaration sous la rubrique 2780

Arrêté du 12 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à déclaration sous la rubrique 2780

Prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration sous la rubrique 2718 – installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux

Arrêté du 18 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2718 (installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du Code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719)

Prescriptions générales applicables aux installations de production de béton prêt à l'emploi soumises à enregistrement sous la rubrique 2518

Arrêté du 8 août 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2518 de la nomenclature des ICPE

Prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de produits en béton soumises à enregistrement sous la rubrique 2522

Arrêté du 8 août 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2522 de la nomenclature des ICPE

Déchets

Garanties financières pour les transferts transfrontaliers de déchets : modalités de constitution

Arrêté du 13 juillet 2011 relatif aux modalités de constitution des garanties financières en matière de transferts transfrontaliers de déchets

Installations de stockage de déchets non dangereux : précisions quant à la zone à exploiter

Arrêté du 2 août 2011 modifiant l'arrêté du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux

La directive sur la gestion des déchets radioactifs est publiée

Directive 2011/70/EURATOM du Conseil établissant un cadre communautaire pour la gestion responsable et sûre du combustible usé et des déchets radioactifs

Protection de la nature

Régime d'évaluation des incidences Natura 2000

Décret n°2011-966 du 16 août 2011 relatif au régime d'autorisation administrative propre à Natura 2000